

Objectif stratégique

Installer une base opérationnelle solide : état des lieux, inventaire, assurance, sécurité, procédures d'ouverture et fermeture, registre d'exploitation et premiers ajustements.

Critères du cahier des charges visés

- Gestion quotidienne
- Sécurité du public
- Capacité d'exécution ADAAM
- Conservation des équipements

Publics ciblés

- Département
- Équipe ADAAM
- Visiteurs
- Prestataires

Actions prévues

- État des lieux complet du site
- Inventaire des équipements et besoins prioritaires
- Mise en place assurance, procédures, registre sécurité
- Signalétique d'accueil, sécurité et parcours
- Plan 90 jours avec responsabilités et échéances

Livrables

- Rapport état des lieux
- Manuel d'exploitation V1
- Registre sécurité
- Plan 90 jours
- Photos avant/après

Calendrier 2026-2028

- 2026 : prise en main et sécurisation
- 2027 : amélioration procédures
- 2028 : audit interne annuel

Ressources humaines

- Référent exploitation
- Bureau ADAAM
- Prestataire sécurité
- Appui assurance

Message stratégique pour le jury

Cette action rassure immédiatement le jury : ADAAM ne se limite pas à une vision, elle prévoit la gestion concrète et sécurisée du site dès les premiers jours.

FA1 - Prise en main et sécurisation du site

Gestion, accueil et exploitation



Poste budgétaire indicatif	Montant estimatif
Audit / état des lieux	2 500 €
Assurance / conformité initiale	3 500 €
Signalétique sécurité	2 800 €
Petit matériel sécurité	4 200 €
Procédures / impressions	1 500 €
Coordination	4 500 €
Total indicatif action	19 000 €

Recettes possibles

- Condition préalable aux recettes visiteurs
- Réduction risques et coûts incidents

Plan de communication

- Article de lancement
- Note aux partenaires
- Photos avant/après

Indicateurs de suivi

- Site sécurisé
- Procédures validées
- Registre ouvert
- 0 incident majeur

Preuves à conserver

- Rapport signé
- Photos
- Assurance
- Registre

Note budget - Les montants sont estimatifs et destinés à structurer le dossier. Ils devront être ajustés avec les devis réels, les arbitrages du budget global et les financements confirmés.